

# **Enseignant-e-s et agents municipaux, pour défendre nos conditions de travail à l'école, la solidarité est notre arme !**

A Grenoble et à Échirolles les municipalités ont demandé aux familles de retirer autant que possible leurs enfants des cantines et du periscolaire car les services ne sont plus en mesure d'accueillir les enfants. Les pénuries chroniques de personnels et la surcharge de travail amenée par l'avalanche des protocoles ont eu raison de l'engagement et de la santé de nos collègues ATSEM, animateurs, animatrices, agents d'entretien ou de cantine.

## **Subir ou lutter ?**

A Grenoble, ces personnels, poussés à bout, se sont mobilisés dans la grève mardi 10 novembre et continuent à réclamer des conditions de travail dignes pour eux, elles et nos élèves.

Ces personnels dénoncent leurs conditions de travail depuis des années car cette situation est bien antérieure à la crise sanitaire.

## **Quel que soit les statuts, on bosse ensemble, on lutte ensemble !**

Nos collègues refusent désormais de subir passivement leur sort et appellent le soutien des enseignant-e-s qui partagent leur quotidien professionnel.

Nous sommes aux premières loges pour constater chaque jour les conditions de travail de nos collègues faites de surcharge de travail, de non remplacement, de précarité endémique et de misère salariale.

## **Austérité : à qui la faute ?**

Évidemment, Les impôts locaux qui sautent (suppression de la taxe d'habitation), ce sont les services publics de proximité qui trinquent, tout le monde le sait. Mais la mairie ne peut pas se cacher derrière cet argument pour tout justifier comme il serait malhonnête de tout mettre sur le dos du virus.

Contrairement à ce qu'affirment les responsables municipaux depuis des années, tout n'est pas fait pour lutter contre la précarité et l'austérité.

Les démantèlements des services de santé scolaire, des services sociaux et des bibliothèques, nous ne les avons pas oubliés et les élèves qui en bénéficiaient, non plus. Aujourd'hui les contrats « horaires » qui condamnent une grande partie des agents à la précarité, à l'absence de possibilité d'arrêt maladie, à l'incertitude professionnelle et à des salaires inférieurs à 900 € par mois sont dignes d'une politique sociale du XIX<sup>ème</sup> siècle. Certain-e-s agents travaillent sous ces contrats depuis des années !

## **Respecter le service public, celles et ceux qui y travail, c'est possible !**

Nous affirmons que la mairie de Grenoble à toute latitude, en tant qu'employeur, pour traiter tout autrement nos collègues qui sont ses personnels.

Actuellement, les « propositions d'emplois » en animation péri-scolaire sont indignes et ne sont donc pas pourvues.

Nous affirmons que la mairie est la seule responsable de l'absence d'attractivité des emplois qu'elle propose.

L'animation est un travail d'une grande portée éducative. Elle doit être reconnue et valorisée comme telle sauf si on considère que la façon dont on traite les enfants n'a rien à voir avec la façon dont on traite les personnels qui s'en occupent.

Nous exigeons que nos collègues soient entendu.e.s et respecté.e.s, que la mairie sorte du déni et de la communication pour passer enfin aux actes et rendre concrètes les valeurs qu'elle affiche sur la plan politique.

**Seule la lutte paie ! Soutenons nos collègues car leur combat est le notre.**



**CNT educ 38**



**SUD éducation académie  
de Grenoble**